

Sommaire de Vigilances n°106



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Edito – Devoirs de vacances page 1
Pourquoi et Pour quoi combat le Club ? Par Marc Ullmann

La vie du Club

Extraits de la note sur la « métamorphose » page 2

Une métamorphose portée par les gens ordinaires ? Par Alain de Vulpian

Six idées reçues sur l'avenir de l'industrie en France page 3

Diagnostic et solutions, par le « Groupe industrie »

L'Afrique, un territoire à (re)conquérir pour nos entreprises page 3

Un continent en croissance, des parts de marché stagnantes ? Par « Groupe Afrique »

A noter dans vos agendas page 4

Le 5 novembre : soirée conviviale

Le petit observatoire du long terme page 5

Les derniers cartons

Débats

Développons d'urgence une offre francophone de MOOC page 6

Ne laissons pas les anglo-saxons dominer le marché du FOAD Par Jacques Blamont

Monde

Vers un prochain « Nouveau Moyen Orient » page 7

USA-Iran : vers une reconfiguration de la région ? Par Marc Ullmann

Europe

Réélection triomphale d'Angela Merkel page 8

L'électeur traité comme un partenaire responsable, par Jérôme Cazes

Où est la grande enquête sur la crise grecque ? A la télé page 8

Ni l'Europe ni son parlement n'a fait ce travail, par Jean-Claude Hazera

Energie

Allemagne : gaz de schiste vs nucléaire page 9

L'arrêt des subventions aux renouvelables dans le collimateur, par Meriem Sidhoum Delahaye

La divergence énergétique entre la France et l'Allemagne page 9

L'une sort du nucléaire, l'autre y reste, par J.-C. H.

Doutes sur la rentabilité de l'énergie nucléaire page 10

Le coût des catastrophes en question, par M. U.

Injecting CO2 in eroded oil field page 10

Faire d'une pierre deux coups en injectant le CO2, par M. K. (correspondant japonais)

France

Le paradoxe de Closets page 11

Succès en librairie mais pas d'effet sur les comportements, par M. U.

L'apprentissage du « zusammen » page 12

Et si on assistait à l'amorce d'un dialogue apaisée entre patronat et syndicats ? Par M. U.

Vigilances N°106

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Septembre 2013

Devoirs de vacances

Pourquoi combat le **Club** ? **Pour quoi** doit-il se battre en priorité ? **Comment** doit-il s'y prendre ?

Les membres du Comité d'Orientation se sont efforcés, pendant les vacances d'été, de réfléchir à ces trois questions afin d'aider le nouveau Président et le Conseil d'Administration dans le choix et la mise en œuvre de mesures appropriées. Certains ont envoyé des écrits et une réunion a été organisée le 18 septembre. Voici, en quelques lignes, des premières conclusions.

I/ Le « Pourquoi » : n'a pas changé depuis la création du Club mais son intensité s'est accrue. Face à l'ensemble des défis qu'il s'est créé lui-même, l'Homme n'a plus droit à l'erreur. Il lui faut non seulement limiter les dégâts mais préparer une **métamorphose**. Le temps presse tant à l'échelle du monde qu'à celui de l'Europe et de la France. Les bonnes volontés doivent se mobiliser. Le Club est un vecteur/catalyseur parmi d'autres.

II/ Le « Pour quoi » : pose un problème de choix. Si nous estimions que, pour être utile, le Club devait d'abord penser en termes de notoriété, il faudrait, sans doute, le spécialiser afin d'asseoir sa réputation d'expertise dans un domaine particulier. Telle n'est pourtant pas notre vocation puisque nous raisonnons en termes d'interactions.

Pour être en accord avec nos convictions et nos ambitions, il nous faut pouvoir agir dans de multiples domaines tout en étant reconnus comme poursuivant un objectif unique. On pourrait imaginer, par exemple, que notre « marque de fabrique » consiste, quel que soit le domaine choisi, à repérer les intérêts communs et les intérêts spécifiques des différentes parties afin de voir comment les convergences pourraient prendre le pas sur les divergences. En creusant le problème, nous nous sommes aperçus que, pour parvenir à ce que le mieux l'emporte effectivement sur le pire, il faut, comme l'a dit **Alain de Vulpian**, « miser sur la métamorphose de notre civilisation » (voir **page 2**).

Réflexion faite, la formule semble bonne car elle donne un sens suffisamment précis à notre action pour servir sa notoriété et, surtout, un sens suffisamment positif pour susciter l'envie de participer. **Jacques Blamont, Jérôme Cazes, Xavier Emmanuelli, Bernard Esambert** et **Henry Hermand** ont, par écrit ou verbalement, évoqué des priorités et il est apparu qu'elles pourraient toutes être raccordées à l'ambition générale de contribuer à la métamorphose.

III/ Le « Comment » : revêt deux aspects. Le premier concerne nos pratiques internes. Comment être plus conviviaux ? Comment mieux utiliser les outils numériques ? Quelle forme devrions-nous donner à nos documents et quelle diffusion leur assurer ? Toutes ces questions ont été abordées et devront être débattues en interne.

Le deuxième concerne la façon dont nous pourrions **établir des liens avec d'autres associations**. Sur ce sujet, notre réunion du 18 septembre a établi deux constats :

- Toute association, à qui nous proposerions une forme quelconque de partenariat, aura besoin d'être informée sur nos objectifs et nos moyens. D'où la nécessité de mettre cela noir sur blanc. Le mot « **Manifeste** » a été proposé sans soulever l'enthousiasme. On a parlé aussi de « **Déclaration d'Intentions** ». Selon moi, on pourrait choisir « **Déclaration des Devoirs** » (par opposition aux Droits). Il faudra en débattre mais, quel que soit le titre, il faudra un texte et ce texte devra être préparé le plus vite possible.
- Il serait illusoire de rechercher, avec l'ensemble des partenaires éventuels, une conformité totale de tous les objectifs. Il suffirait que certains buts soient communs pour que l'action de l'un puisse être relayée par les autres et, de ce fait, gagnée en efficacité.

Des réactions sont souhaitables. Elles seront bienvenues.

Marc Ullmann

La vie du Club



Extraits de la note d'Alain de Vulpian sur la « métamorphose »

- Pouvons-nous tenter de **catalyser** le processus de civilisation qui entraîne l'espèce humaine vers un nouveau stade plus épanoui de son développement ?

Après soixante ans de recherche socioculturelle pour l'action, je crois que oui. Et que c'est la seule façon de **parer les menaces écologiques et géopolitiques** auxquelles la planète est confrontée.

- **La métamorphose actuellement en cours est portée par les gens ordinaires et la société que forment leurs initiatives.** Ses caractères dominants commencent à se dessiner. Elle pourrait annoncer une nouvelle phase plus adulte et plus pacifique du développement humain qui verrait s'installer une nouvelle science, de nouvelles technologies du vivant et une bio-industrie qui s'allieraient à la nature, de nouveaux mythes porteurs d'un renouveau spirituel, une socio-économie coopérante post-capitaliste, une démocratie post-représentative, post nationale et post étatique... Si la métamorphose progresse suffisamment vite l'espèce humaine sera bien placée pour relever les défis écologiques et géopolitiques auxquels elle est confrontée au XXIe siècle.
- **Cette métamorphose est multiculturelle.** Elle est particulièrement avancée en Occident et dans l'aire de la civilisation chinoise. Mais c'est sans doute aujourd'hui la société des gens en Europe du Nord et de l'Ouest qui en incarne la pointe avancée et la plus pacifique. [...]
- [...] **A la différence de l'Amérique impériale, l'Europe est devenue pacifique et cherche à dépasser le niveau national et étatique.** A l'échelle mondiale, elle reste, malgré ses paralysies actuelles, la pointe avancée de la métamorphose. Si elle veut maintenir son avance, son influence et jouer son rôle de stimulant (et éventuellement de pacificateur de la transition), elle doit hâter sa métamorphose actuellement perturbée par la résistance d'anciens puissants.
- La métamorphose est solidement orientée mais la poursuite du processus n'est pas garantie. **Le dérèglement climatique peut rapidement prendre une telle ampleur qu'il remette les compteurs à zéro.** En Europe, les pathologies non traitées peuvent s'accumuler et la tension entre la société des gens et les anciens pouvoirs bloqués peut prendre une intensité telle que l'ensemble du processus capote et se réorganise autrement. Les tensions internationales dans le Moyen Orient ou dans le Pacifique peuvent s'exacerber au point de ramener le monde à une phase guerrière peut-être plus catastrophique que celle de la première moitié du XXe siècle.
- **Les réseaux d'intervention et les think tanks émanant de la société des gens peuvent jouer un rôle déterminant de surveillants et de catalyseurs de la métamorphose** pour peu que leurs stratégies et leurs tâtonnements soient éclairés par une compréhension permanente de la situation.

La vie des thèmes

Six idées reçues sur l'avenir de l'industrie en France

Il n'existe pas de « modèle allemand ». Le credo qui voudrait que la France doive absolument s'inspirer du « modèle allemand » pour assurer un avenir à son industrie est une des six idées reçues que se sont employés à passer au crible de leur expérience et de leurs lectures les membres du groupe de travail des vigilants animé par Philippe Tixier et Stéphanie Soarès. **Le texte intégral écrit par Xavier Denecker pour synthétiser leurs idées est consultable en suivant ce lien :**

<http://www.clubdesvigilants.com/archives/2013/10/quelques-idees-recues-sur-lavenir-de-lindustrie-en-france/#more-4978>

S'il n'existe pas de modèle national allemand c'est notamment parce que l'industrie et l'économie allemandes trouvent leur efficacité à un niveau local, très décentralisé.

Les cinq autres idées mises à l'épreuve par le groupe sont :

« **Le capital des sociétés industrielles doit rester entre des mains françaises** ». L'exemple de la renaissance de l'industrie automobile anglaise prouve le contraire.

« **Il faudrait investir davantage dans la recherche et développement** ». La France investit pas mal en recherche et développement. C'est « l'innovation » qui pêche.

« **Il se crée trop peu d'entreprises industrielles en France** ». En fait il s'en crée beaucoup, mais elles grandissent bien moins vite qu'ailleurs. C'est de cela qu'il faut se préoccuper.

« **Pour permettre aux PME de grandir, il faut réformer la fiscalité des plus-values** ». Pas sûr. Simplifier le régime des plus-values de cession est certainement souhaitable mais facilite la revente par le créateur au bout de quelques années. « On peut se demander si l'effort fiscal consenti ne serait pas mieux employé en consentant une plus grande déduction fiscale de l'investissement dans l'entreprise, ainsi que des pertes qui peuvent se manifester en cas d'échec. »

« **L'industrie en France, c'est fini** ». Le problème ce n'est pas le coût du travail ni le manque de grande politique industrielle étatique, estime le groupe. « La phase de croissance des entreprises basées sur le marché national et les contrats étatiques est certainement derrière nous. Mais d'autres entreprises, fonctionnant à l'échelle internationale tout en étant nourries d'écosystèmes locaux, sont en train de naître. Et l'arsenal des politiques publiques de nature à favoriser leur croissance est bien connu ... On est frappé par la convergence des analyses et des conclusions. Toutes parlent de simplification administrative, de développement du capital risque, de fiscalité incitative. »

L'Afrique, un territoire à (re)conquérir pour les entreprises françaises

« Pourquoi aller chercher des points de croissance en Asie quand nous avons à notre portée un continent que l'on connaît bien, qui nous aime bien, avec lequel nous avons une grande proximité culturelle et... où tout reste possible ? Car, comme le dit Lionel Zinsou, "*l'Afrique c'est l'Asie à notre porte*". »

Le groupe EurAfrique, du *Club des vigilants*, qui travaille depuis début 2013 nous rappelle que l'Afrique s'est désormais engagée dans la voie du développement économique. **Un développement endogène, car dé-corrélé de celui de ses principaux clients et bailleurs de fonds.** Un développement créateur de besoins énormes en matière d'infrastructures mais également en produits et services attendus par des populations jeunes, en forte croissance, où émerge une classe moyenne solvable.

Ce groupe avait invité le 18 juin à un petit-déjeuner des Vigilants, Lionel Zinsou, banquier, économiste et homme de culture franco-africaine, à nous exposer sa vision des enjeux.

Lionel Zinsou nous a d'abord rappelé que, pour les Africains (notamment francophones) la France reste une grande puissance, **la culture et la francophonie un patrimoine commun essentiel**. Même si la France perd des parts de marché dans les échanges avec le continent elle y possède encore 18% des capitaux investis. En Afrique francophone tout ce qui est français est perçu comme domestique, même lorsque les gouvernants ne se montrent pas les amis des nôtres. Les marques françaises sont les bienvenues ("pré vendues").

Alors pourquoi la France a-t-elle tendance à perdre des parts de marché ?

Les poids lourds du CAC 40 y sont largement implantés et certains y réalisent d'ailleurs l'essentiel de leurs bénéfices. Mais que dire des PMI et PME ? Les grands contrats signés par nos champions ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt de leur absence ?

Parce que nos dirigeants politiques n'ont pas encore complètement tourné la page de la Françafrique ? Les exemples abondent de leurs maladroites irritantes pour les élites de ces pays.

Parce que nos PME n'ont pas sur place le soutien nécessaire pour établir un rapport de force en leur faveur face à une administration prédatrice (la corruption particulièrement active en Afrique est un frein conséquent à tout développement économique interne ou externe) ?

Lire la version intégrale du document rédigé par le groupe Afrique sur : <http://www.clubdesvigilants.com/archives/2013/09/lafrique-un-territoire-a-reconquerir-pour-les-entreprises-francaises/#more-4969>

Événements

23 juillet : Sociologue, professeur à l'université Paris-Diderot, **Gérald Bronner** est intervenu sur le thème : ***La démocratie des crédules***.

1^{er} septembre : **Remise du Prix Saint Simon à Bernard Esambert**

Bernard Esambert, Président d'honneur du **Club des Vigilants** a reçu, le 1^{er} septembre, le prix Saint Simon pour son livre "*Une vie d'influence – Dans les coulisses de la Ve République*" (Editions Flammarion, 2013).

Ce Prix, **le 38^{ème}**, lui a été remis par Gabriel de BROGLIE, chancelier de l'Institut de France, Président du jury.

12 septembre : Secrétaire d'État parlementaire du ministère fédéral de l'Économie, de l'Énergie et de la Technologie, **Hans-Joachim Otto** est intervenu, lors d'une matinale du **Club** organisée en partenariat avec l'Atelier de la République et en présence de **Christian Stoffaes**, co-président du conseil d'analyse économique franco-allemand, sur le thème : ***Le grand tournant énergétique et la sortie du nucléaire***.

A noter dans vos agendas

5 novembre : A l'occasion de la publication du rapport rédigé par le groupe de travail piloté par **Jacques Andréani** sur « ***La réévaluation des intérêts vitaux des États-Unis*** », une réunion conviviale se tiendra, **ce jour à partir de 19h30**, dans un lieu qui vous sera précisé ultérieurement.

La première partie de soirée sera consacrée à la présentation du rapport et des documents préparatoires, en présence des experts qui les ont rédigés.

Elle se poursuivra par un échange sur le rapport proprement dit puis, par un apéritif dînatoire.



Le Petit Observatoire du Long Terme décerne tous les mois ses cartons rouges et ses cartons verts. Cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent **la préoccupation Long Terme** dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises). Cartons rouges bien sûr aux mauvaises pratiques « court-termistes ».

Un Carton vert au Rapport pour une économie positive remis au Président de la République par Jacques Attali, discuté du 24 au 27 septembre au Forum du Havre.

Il mérite d'être distingué parce qu'il vise à "Restaurer la priorité au long terme" et prône 45 mesures concrètes pour y parvenir. Un exemple est l'Indicateur de positivité de l'économie agréant différents indices : un indice de reproduction des inégalités, qui mesure l'impact du revenu des parents sur la réussite scolaire des enfants ; ou un indice de représentativité du Parlement, qui compare la diversité des parlementaires à celle de la population...

*Reste à ce que certaines de ces propositions soient menées à bien. Notre groupe et le **Club** vont voir comment y contribuer à notre niveau.*

Carton vert à la décision du G20 du 5 septembre à Saint-Petersbourg, de créer un standard mondial d'échange automatique d'information sur les titulaires de comptes bancaires.

L'OCDE produira cette norme d'ici février 2014 avec les premiers échanges d'ici fin 2015.

Grandes entreprises et maffias utilisent parfaitement l'infrastructure globale que proposent les grandes banques pour contourner des règles (fiscales, ou contre le blanchiment) qui restent nationales. L'évasion fiscale détruit l'impôt dans son rendement et dans sa légitimité : l'impôt n'est plus une contribution à un effort collectif décidée démocratiquement, mais un coût de production à "optimiser".

L'approche par les paradis fiscaux (lancée en 2009) a échoué : ces paradis sont largement les faux-nez de grands pays qui gardent un intérêt à tricher. Désormais, les états marquent leur volonté d'utiliser eux aussi l'infrastructure des banques. Les Etats-Unis ont imposé aux banques ces déclarations (accords Fatca), le G20 emboîte le pas : elles devront se soumettre.

Le Petit Observatoire du Long Terme a été mis en place par le groupe Long Terme, animé par Philippe Bois avec Anne Beaufumé, Pierre Michel et Jérôme Cazes. Il est ouvert à tous les membres du Club des Vigilants et se réunit en principe le dernier mercredi du mois. Tous les membres du groupe peuvent proposer des cartons et les décisions sont prises par consensus des présents. La prochaine réunion se tiendra, **mercredi 26 juin**, chez Yves Buchsenschutz, rue de Monceau – 75008 Paris. Prière de le contacter pour avoir le code d'accès : yv.buz@noos.fr

Les précédents cartons rouges

L'échec du rapprochement Dailymotion-Yahoo

Projet de loi sur les banques

Les précédents cartons verts

Proposition de loi visant à lutter contre l'obsolescence programmée des produits

Grand Paris

Débats

Réagissez et commentez sur le site du Club : www.clubdesvigilants.com



Développons d'urgence une offre francophone de MOOC



Jacques Blamont nous alerte sur « l'amorce d'une véritable révolution » que représente « le déploiement des cours en lignes universitaires ». Il évite soigneusement leur acronyme anglais MOOC (Massive Online Open Courses) car il voudrait que la France accélère en la matière pour « exploiter à fond l'avantage que peuvent donner à notre pays les Formations ouvertes et à distance (FOAD) pour la promotion de la langue française ».

Pour planter le décor Jacques nous rappelle que « Créé en janvier 2012, **le fabricant américain d'enseignement via Internet Coursera touche maintenant (août 2013) trois millions d'étudiants**. Ses concurrents Udacity et edX comptent des centaines de milliers d'abonnés. Les universités américaines sont en effervescence devant l'initiative de Georgia Tech d'offrir un cours en ligne diplômant huit fois moins cher que le même cours sur le campus. Il faut s'attendre à une puissante offensive des Etats-Unis pour dominer l'enseignement supérieur mondial au moyen d'excellents cursus couvrant tous les domaines, accessibles en permanence pour un coût modique aux étudiants de chaque pays, au service de la langue, de la culture et des valeurs des Etats-Unis. Si ces derniers sont le premier exportateur de produits d'éducation, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Royaume-Uni, tous pays anglophones, les suivent avec ardeur. »

Lire le document intégral de Jacques Blamont :

<http://www.clubdesvigilants.com/archives/2013/09/enseignement-virtuel-et-francophonie/#more-4949>

Commentaires :

« Je suis mille fois d'accord avec l'importance de ce sujet que les Vigilants devraient creuser, à un petit détail près (qui rejoint un débat récent) ; **je pense qu'il faudrait que l'offre française soit au moins en partie bilingue français-anglais pour toucher le marché mondial** où l'anglais dominera forcément et ne pas se restreindre au marché francophone. Ce qui est fondamental pour la France c'est de ne pas rater la révolution des méthodes d'enseignement qui pourrait (enfin) la secouer.

Et à cette occasion de promouvoir une offre francophone au sens large (pas seulement la langue, mais « la culture, les valeurs » et la manière de penser qui va avec).», écrit **Jean-Claude Hazera**.

« Ceci rejoint le travail du groupe Eurafrique sur l'avenir des relations de notre pays avec ce continent » rappelle, quant à lui, **Jean-Luc Heinrich**.

Alerte-Monde



Vers un prochain « Nouveau Moyen Orient »



Par delà l'horreur syrienne et l'apparente probabilité d'un embrasement contagieux, se profile, depuis plusieurs mois, la possibilité d'une réconciliation entre les Etats-Unis et l'Iran. A la mi-avril, puis début juin, **Vigilances 104** ([Etats-Unis/Israël/Iran : trois faits, une hypothèse*](#)), et **Vigilances 105** ([La Syrie n'est que le détonateur](#)) ont recensé plusieurs indices pointant dans cette direction et susceptibles de conduire à une **reconfiguration de toute la région**. La désormais célèbre conversation téléphonique du vendredi 27 septembre de 14h30 à 14h45 entre Obama et Rohani constitue, à cet égard, une étape décisive.

L'élection présidentielle iranienne, le 14 juin, puis, le 30 juin, la révolution égyptienne avaient accéléré le processus. **En Iran**, il apparaît de plus en plus clairement que le « Guide » laisse le nouveau Président mener une politique d'ouverture essentiellement dirigée vers les Etats-Unis. **En Egypte**, l'armée s'est assurée une suprématie durable sur les Frères musulmans dont le sectarisme avait lassé la plus grande partie du peuple. Tant pis pour le Qatar qui soutenait les Frères. Tant mieux pour l'Arabie qui les détestait. Obligation, pour Obama, de renoncer à **l'illusion que la Confrérie pouvait être à l'Islam ce que la Démocratie Chrétienne avait été pour l'Europe**. Ainsi se prépare un **bouleversement des alliances**.

Pour aller jusqu'au bout, il faudrait une accalmie dans l'antagonisme irano saoudien. En Arabie, **le roi Abdallah** s'emploie à vaincre les résistances des puissantes fondations religieuses qui attisent la haine entre sunnites et chiïtes. En Iran, **le Président Rohani** essaye de faire comprendre aux « Gardiens de la Révolution » que tel était le vœu de l'Ayatollah Khomeiny, fondateur de la République Islamique (voir le [Numéro Spécial Iran](#), supplément à **Vigilances 39** de janvier 2006). Des contacts se sont noués de toutes parts. L'utilisation d'armes chimiques en Syrie a failli mettre à bas tout l'échafaudage. **La Russie a sauvé la mise**.

Grâce à une initiative bien conduite, Poutine a calmé les ardeurs militaires et morales d'Obama et, accessoirement, de Hollande. Nous entrons maintenant, dans une nouvelle étape avec, en perspective, une conférence internationale à laquelle participeraient des pays proches de la Syrie, y compris l'Iran. **Pourrait émerger un « Nouveau Moyen Orient » qui serait apaisé**.

C'est un espoir et non une certitude. Le chaos syrien est comme un incendie. Des pompiers sont là. Des pyromanes aussi.

Marc Ullmann

(* **Pour lire le texte, cliquez sur le lien en bleu**. Celui-ci s'ouvrira directement à la page souhaitée dans votre navigateur)

Alertes-Europe



La réélection triomphale d'Angela Merkel nous réconcilie avec la démocratie ...



Beaucoup de beaux esprits des élites françaises regardent avec attendrissement la Chine en expliquant que "nous les démocrates" avons un handicap irrattrapable : **il est devenu impossible de gagner des élections libres sans court-termisme, populisme et paillettes**. Ce ne sont pas vraiment les armes qu'Angela Merkel a utilisées.

Les mêmes beaux-esprits ou d'autres en tirent la conclusion **qu'il est impossible de suivre une opinion publique qui ne comprend rien** (au nucléaire, à la finance spéculative, à l'équilibre des dépenses publiques, aux engagements militaires hors du territoire...) **et a tort contre les lobbys et les élites techniques**. Il faut donc l'ignorer et être "pédagogiques". Ce n'est pas non plus ce qu'a fait Angela Merkel sur la transition nucléaire, face à une opinion publique presque unanimement pour la sortie du nucléaire.

La démocratie peut être une force formidable quand on traite l'électeur comme un partenaire responsable.

Jérôme Cazes

Où est la grande enquête sur la crise grecque ? A la télé

C'est un des marqueurs les plus sûrs du déficit de vie démocratique dans l'union européenne : **où est le grand rapport d'enquête sur la crise grecque et ses origines que l'on pouvait espérer des institutions européennes** et notamment du parlement ? Nulle part à notre connaissance.

C'est un journaliste (excellent), Olivier Toscer, qui nous a proposé ce qui s'en rapproche le plus vendredi 20 septembre sur France 3, après 23 heures bien entendu. L'émission est pour quelques jours en « replay » sur le site de la chaîne.

Ce sont les interviews qui font toute la valeur de ce travail : Giscard, Trichet mais aussi leurs interlocuteurs allemands et grecs en remontant à 1974 et aux prémisses de l'entrée de la Grèce dans l'Europe puis dans l'euro avec un absent de marque qui gagnerait à être entendu comme le montre bien le film : Lucas Papademos, ancien gouverneur de la banque centrale grecque, ancien vice président de la Banque Centrale européenne, propulsé premier ministre en pleine crise par l'Europe pour tenter de calmer l'incendie. **Thèse de cette émission/commission d'enquête : l'entrée du « pays de Platon » dans l'Union et dans l'euro a été poussée tout du long par la France**, malgré des réticences marquées de certains allemands au moins ; le pot au rose des statistiques truquées à fini par être découvert par l'office statistique des communautés ... à un moment où aucun des grands pays, dont la France, ne voulait qu'on reparle des critères de Maastricht dont ils s'étaient affranchis.

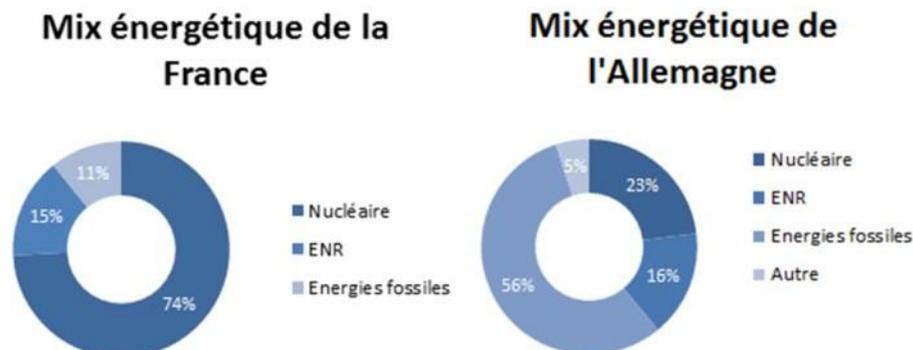
Les commissions d'enquête valent ce qu'elles valent mais restent quand même un des meilleurs moyens connus d'analyser les erreurs d'un passé récent pour éviter que l'histoire ne bégaye trop. Il y a une commission d'enquête en France sur l'affaire Cahuzac comme il y en eu sur l'affaire du sang contaminé, du Médiateur et tant d'autres scandales ; il y a eu de très riches enquêtes du parlement américain sur la crise financière. Où est la grande enquête européenne officielle sur la crise grecque ? Nous serons sans doute appelés à voter aux élections européennes du printemps prochain sans l'avoir vue.

Jean-Claude Hazera

Alertes-Energie



Allemagne : gaz de schiste vs nucléaire



On loue à raison comme une vertu démocratique **la sortie du nucléaire décidée par l'Allemagne puisque 70 % de la population est pour**. On loue aussi le volontarisme allemand qui fait que, d'ores et déjà, 25 % du mix énergétique allemand provient des renouvelables. Sur ce dernier point, Christian Stoffaes, co-président du conseil d'analyse économique franco-allemand qui s'exprimait jeudi 12 septembre aux côtés de Hans-Joachim Otto, Secrétaire d'État parlementaire du ministère fédéral de l'Économie, de l'Énergie et de la Technologie en Allemagne a remis les pendules à l'heure.

Tout d'abord, dit-il, **les 25 % concernent l'hydroélectricité, le solaire et l'éolien**, ces deux derniers comptant pour 15 % dans le mix. Certes, reconnaît-il, l'Allemagne a, en 15 ans, installé en renouvelables – 25 GW en éolien et 25 GW en solaire – presque autant que la capacité nucléaire (60 GW) en France. Mais cela coûte cher. **Sur 15 ans, les renouvelables ont coûté à l'Allemagne 120 milliards d'euros pour 1 200 heures de fonctionnement par an**. A titre de comparaison, le programme nucléaire français qui s'est échelonné entre 1973 et 1988 – 15 ans là aussi – a coûté 93 milliards en euros constants, fonctionne 7000 heures/an et produit 75 % de l'électricité du pays.

Aujourd'hui, les aides aux renouvelables – 50 % des aides vont au solaire alors qu'il ne contribue, toujours selon Stoffaes, que pour 4 % au mix - sont dans le collimateur du gouvernement allemand.

On peut parier que **sans subventions les renouvelables vont subir un coup de frein sévère**. Mais les Allemands sont des pragmatiques. Allergiques au nucléaire, ils ne se ferment pas la porte de l'exploitation du gaz de schiste.

Meriem Sidhoum Delahaye

La divergence énergétique entre la France et l'Allemagne est-elle problématique ?

La divergence des choix énergétiques entre une Allemagne qui sort complètement du nucléaire et une France qui envisage seulement de ramener sa part à 50 % dans la production d'électricité risque de devenir un problème. C'est en tout cas ce qu'estime Christian Stoffaes, co-président du conseil d'analyse économique franco-allemand qui s'exprimait jeudi 12 septembre aux côtés de Hans-Joachim Otto, Secrétaire d'État parlementaire du ministère fédéral de l'Économie, de l'Énergie et de la Technologie en Allemagne au cours d'une rencontre organisée par le **Club des Vigilants** et l'Atelier de la République. **Il a souligné notamment que l'accès à l'énergie a été au cœur des affrontements franco allemands du XXème siècle** et que, à l'inverse, la réconciliation et la construction européenne ont commencé par là (CECA, EURATOM). Stoffaes a même brandi le spectre de manifestants allemands franchissant la frontière pour marcher sur les centrales nucléaires françaises. « Aucun problème », a répondu en substance le représentant du gouvernement Merkel. **La politique énergétique fait clairement partie des domaines de souveraineté nationale** de chaque état membre. Il a tout au plus souligné l'intérêt de développer des recherches en commun sur le stockage de l'énergie (fondamental pour les énergies renouvelables) et l'efficacité énergétique.

Jean-Claude Hazera

Doutes sur la rentabilité de l'énergie nucléaire



La catastrophe de Fukushima fait réfléchir les investisseurs. De nouveaux dégâts apparaissent chaque jour et nul ne sait encore quel sera **le montant de l'addition totale**. On ne sait pas davantage combien l'Etat japonais prendra en charge et combien la société Tepco devra déboursier. Peut-être ce décompte servira-t-il de précédent et aidera-t-il d'éventuels futurs investisseurs à fixer le montant des provisions qu'ils devraient prévoir en cas de catastrophes. **En attendant, les financiers freinent ... autant que les écologistes.**

M. U.

[Le texte de **Pierre Michel**, très documenté, nous donne accès à **un aspect de l'économie nucléaire** sans doute ignoré de nombre d'entre nous : qui paye quoi aux victimes en cas de catastrophe. Réponse, les exploitants et les assureurs jusqu'à un certain plafond (91,5 millions d'euros aujourd'hui, 700 millions demain), les Etats au-delà (jusqu'à 350 millions d'euros aujourd'hui, un milliard et demi demain). Ceux-ci, et notamment les Etats-Unis et le reste du monde sont en train de discuter de l'établissement d'un régime mondial uniformisé.

C'est ce système de responsabilité limitée des opérateurs et de leurs assureurs qui permet que « l'investissement dans l'énergie nucléaire reste supportable, donc possible », nous dit **Pierre Michel**.]

Voir son **texte complet** sur : <http://www.clubdesvigilants.com/archives/2013/09/economie-de-lenergie-nucleaire-et-intervention-des-etats/#more-4945>

Injecting CO2 in eroded oil field

A CO2 absorbing facility is installed in complex of coal thermal power plant in Alabama State, USA.

CO2 absorber facility made by the Mitsubishi Heavy Industries is capable of injecting the absorbed CO2 to an eroded oil field, and reviving the oil production to augment.

Confronting the global warming issue, many of preventive projects are being launched in various parts of the world. Mitsubishi Heavy Industries' CO2 collection facility is drawing attention. This system is not only capable to absorb CO2 which is contained in the exhaust-gas emitted from gas/coal of thermal power plant, but also can process fertilizer raw materials, such as urea, by re-using the collected CO2 to process and increase urea production.

It's also possible to increment production of crude oil by injecting CO2 into the eroded oil-field.

to be continued...

<http://ij.isjpn.com/home/1532>

M. K. (Correspondant japonais)

Alertes-France



Le paradoxe de Closets



« *Maintenant ou jamais* » vient à peine de sortir qu'il est déjà propulsé dans le peloton de tête des best sellers. Pour l'ami François c'est, depuis 1982, devenu une habitude.

Jusque-là, François de Closets était (seulement ?) **un journaliste compétent et apprécié** qui publiait des essais dont la réputation et les ventes étaient bonnes. De quoi être heureux et fier mais pas de s'émerveiller ! **Vint son « *Toujours plus* »** : près de 2 millions d'exemplaires vendus. **Record absolu pour ce genre d'ouvrage** ! L'essayiste se trouve, alors, au centre d'un phénomène de société. Il est en droit d'espérer que les idées qu'il défend vont se propager, que son indignation va être contagieuse, que les corporatismes les avantages catégoriels, les passe-droits et autres privilèges vont tomber sous le feu des critiques et, peu à peu, diminuer. Grosse erreur ! **Les Français se sont rués sur le livre non pour en tirer la leçon mais pour en tirer profit.** Comme si chacun voulait savoir par quel stratagème il pourrait s'insérer dans une des catégories des bénéficiaires du système au lieu de faire la chasse aux abus.

Ce détournement d'idéal (paradoxe de Closets) est au cœur des problèmes français. François – tant mieux pour son porte-feuille mais tant pis pour son réformisme –, n'a pas cessé d'affirmer ses convictions : « *Tant et plus* » (1992), « *Le Compte à rebours* » (1998), « *Plus encore* » (2006), « *L'échéance* » (2011) se sont succédés.

« *Maintenant ou jamais* » (septembre 2013) va jusqu'au bout du raisonnement. Il sonne le tocsin et prophétise que, sauf sursaut de « salut public », la débâcle budgétaire sera à la Ve République ce que la débâcle militaire a été à la IIIe et l'Algérie à la IVe. Il est permis d'espérer que l'auteur pêche par excès de pessimisme mais le paradoxe de Closets, peut encore s'énoncer : **les Français connaissent leur mal collectif mais la plupart d'entre eux y sont individuellement attachés.**

M. U.

L'apprentissage du « zusammen »



La France est morose, ces photos donnent de l'espoir. Dans celle de gauche, Pierre Gattaz (Président du Medef) et Thierry Lepaon, (Secrétaire Général de la CGT) ne sont pas l'un face à l'autre en train de se chamailler mais **côte à côte comme s'ils acceptaient d'être confrontés ensemble aux problèmes du pays**. Elle accompagne une interview commune parue dans l'hebdomadaire Marianne du 20 juillet. Le dialogue entre les deux hommes y est sérieux. Les photos de droite l'illustrent. Chacun écoute l'autre avec attention et, semble-t-il, sympathie.

Quel changement ! En France, les rapports sociaux sont, par tradition, conflictuels. Les questions les plus concrètes ont toujours été noyées dans un affrontement de principe. A force de se persuader que la seule façon de parvenir à telle ou telle amélioration de détail est de modifier le cours entier de la politique générale, les « adversaires » finissent par être complices en inaction. C'est le contraire de la volonté d'agir « zusammen » (ensemble) qui a si bien réussi aux Allemands.

La difficulté pour la France d'aujourd'hui est que l'élaboration d'un consensus prend du temps et que la mise en œuvre des réformes qui en découlent en prend aussi. Or, le temps c'est précisément ce qui manque. Le monde va de plus en plus vite et les réformes élaborées par Hollande et son gouvernement ont beau redorer le blason du dialogue social, les pas ressemblent moins à ceux d'un géant qu'à ceux d'un escargot. Du moins vont-ils dans le bon sens. C'est, quand même, important.

M. U.